

Texte action _ cdfn 25 et 26 nov 2008

La flambée des matières premières puis la débâcle financière ont dégénéré en une crise économique et sociale d'une rare gravité dont les effets se font sentir avec une brutalité immédiate en matière d'emploi, de pouvoir d'achat, de développement de la précarité, de la pauvreté et de réduction des solidarités.

Le président et son gouvernement, bien loin de revenir sur les choix économiques, sociaux, fiscaux ou budgétaires qui ont contribué à la crise, prétendent continuer dans la voie du démantèlement des droits des salariés et chômeurs, de la casse des services publics ; mettant beaucoup d'argent pour sauver le système bancaire sans se donner les moyens d'en contrôler l'utilisation et sans remettre en cause une politique néo-libérale destructrice, il prétend mettre en œuvre une « relance » en persistant dans la demande de nouveaux sacrifices aux travailleurs et en ignorant manifestement l'investissement dans les services publics, l'éducation ou la recherche.

Dans ce contexte se multiplient des mouvements sociaux sectoriels, parfois puissants et unitaires comme dans l'éducation, parfois limités et partiels, tous se heurtent à un gouvernement qui s'affiche intransigeant et méprisant et qui tente de minimiser les mobilisations et de présenter la contestation de sa politique comme des refus ringards de toute réforme. La réaction de Xavier Darcos face à la réussite du 20 novembre est à cet égard caractéristique. En même temps se développent des tentatives d'intimidation des militants et de remise en cause du droit syndical (stages, Heures d'information) que condamne la FSU. Il en est de même pour le SMA, vivement contesté et qui a montré ses limites, et que le gouvernement a néanmoins voulu imposer en force aux élus locaux et aux agents pour tenter de limiter les conditions d'exercice du droit de grève, en opposant entre eux les personnels.

La FSU rappelle son opposition au SMA et exige son retrait.

La responsabilité du mouvement syndical est aujourd'hui de construire une riposte unitaire capable de rassembler largement les salariés, actifs et retraités, autour des vraies réponses que constitue une dynamique de développement économique et social durable passant par une politique salariale ambitieuse, la lutte contre le chômage, le renforcement de la protection sociale, le relèvement des minima sociaux, l'amélioration et la défense des services publics.

La FSU entend y contribuer d'abord en construisant des mobilisations aussi unitaires que possible dans ses secteurs de responsabilité, en articulant les initiatives locales (manifestations, grèves, occupations,...) et les actions nationales en associant les divers partenaires (parents, jeunes, militants associatifs, etc...), en menant des campagnes d'opinions susceptibles d'accompagner ces mobilisations.

Dans l'éducation, le succès incontestable de la grève du 20 novembre venant après la réussite de la manifestation du 19 octobre constitue une étape décisive d'une mobilisation qui rassemble largement des personnels et rencontre le soutien de l'opinion. Il implique des suites qui permettent de maintenir et d'amplifier cette dynamique et d'élargir le mouvement revendicatif pour un système éducatif capable d'assurer la réussite de tous les jeunes et de résister à la politique menée par X.Darcos et V.Pécresse, de combattre et contester les choix gouvernementaux de remise en cause des fondements du service public d'éducation. Le mouvement doit être construit dans la durée.

D'ores et déjà des actions se sont développées ou sont décidées (avec des appels à la grève) notamment le 27 novembre, d'une part dans la Recherche, d'autre part dans un certain nombre de départements. Le CDFN soutient ces actions et appelle à leur succès.

La FSU appelle à tout faire pour réussir l'initiative unitaire déjà décidée par les fédérations de l'éducation, les organisations de parents, de lycéens, d'étudiants, les associations pédagogiques, de

manifestation le mercredi 10 décembre. Elle appelle les militants à leur donner des formes originales et médiatiques.

La FSU considère que la situation et le refus gouvernemental de répondre aux exigences exprimées nécessitent de ne pas en rester à cette initiative.

C'est pourquoi la FSU propose à ses partenaires une nouvelle grève unitaire au plus tard dans la semaine du 8 au 12 décembre.

Le Secrétariat de la FSU, le lundi 1^{er} décembre, examinera les réponses des autres organisations, les décisions et propositions de ses syndicats nationaux et sections départementales, prendra ses responsabilités et décidera des formes et calendrier des suites de l'action. Il s'agit de se mobiliser pour la réussite de tous et le respect de nos métiers :

- Pour un autre budget répondant à l'ensemble des besoins sociaux et pour le retrait des suppressions d'emplois programmées
- Pour l'abandon des réformes qui remettent en cause la réussite de tous les jeunes et pour l'ouverture d'un véritable dialogue social sur les questions éducatives
- Pour nos statuts, les droits syndicaux et le paritarisme et pour le pouvoir d'achat et la revalorisation de tous

La FSU apportera son soutien aux collègues qui par de multiples initiatives résistent aux régressions.

Le CDFN appelle à la réussite des assises sur les lycées organisées par ses syndicats le 29 novembre.

La FSU dénonce une réforme du recrutement des enseignants menée au pas de charge, en cohérence avec la politique gouvernementale, qui dégrade la formation et menace le potentiel de formation des IUFM et qui aboutit à une « mastérisation » qui n'est pas celle qu'elle revendique ; elle demande notamment le report d'un an de la mise en place des masters et des concours, avec des mesures transitoires à titre expérimental.

Dans les services publics le CDFN appelle à poursuivre la mobilisation et à participer partout à la création de collectifs contre la privatisation de la Poste.

Il appelle les SD et les SN à diffuser et faire remplir la consultation « les Français et les services publics » afin de mener le débat et permettre une expression large et incontestable de l'opinion des usagers.

Il soutient l'appel à la grève des personnels de l'ANPE le 1^{er} décembre.

La FSU apporte son soutien aux luttes contre la délocalisation de l'INRAP et celle de la statistique publique.

Pour sortir du piège du comité de suivi limité aux seuls signataires minoritaires des accords partiels relatifs aux salaires où le gouvernement présente des propositions inacceptables de reconstruction de la grille des rémunérations, la FSU proposera aux fédérations de fonctionnaires de mettre en oeuvre des démarches communes favorisant l'intervention des personnels et de débattre d'une journée d'action unitaire en janvier portant sur les salaires, l'emploi et les statuts.

Le CDFN prend acte du succès de l'action retraités du 16 octobre sur le pouvoir d'achat ; il appelle ses SFR et tous les retraités à poursuivre la mobilisation, notamment par l'envoi d'une carte de vœux revendicative.

La FSU considère comme positif le travail commun engagé entre les organisations syndicales au plan interprofessionnel et l'accord de principe pour une journée de mobilisation début 2009 ; elle portera dans ce cadre la proposition d'une journée de grève interprofessionnelle portant notamment sur l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics, le plus tôt possible en janvier.

Elle apporte son soutien à la manifestation de la CES à Strasbourg le 16 décembre sur la directive sur le temps de travail et appelle ses militants à y participer.

Les élections professionnelles seront aussi un élément décisif du rapport de forces. Le CDFN appelle les personnels à participer massivement au scrutin et à assurer le plus large succès des listes de ses syndicats lors du scrutin du 2 décembre pour les personnels enseignants, d'éducation et les CPE, du scrutin du 9 pour les personnels de direction ainsi que lors du second tour des élections territoriales le 11 décembre.

Pour : 94 - Contre : 15 - Abs : 0 - Rdv : 0